

**Accord collectif du 08 décembre 2022
portant fixation du barème des
salaires minima hiérarchiques
des Ouvriers
des Travaux Publics pour 2023
applicables en Pays de la Loire**

Entre

La Fédération Régionale des Travaux Publics des Pays de la Loire (F RTP),
La Chambre Nationale de l'Artisanat des Travaux Publics (CNATP),
d'une part

Et :

- la CFTC,
- la CFDT,
- la CGT,
- FO, d'autre part

Dans le cadre de la délégation prévue par l'article 3.2 de l'accord du 23 mai 2018 relatif à la mise en place de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) dans les Travaux Publics, il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Cet accord est applicable aux Ouvriers des entreprises de Travaux Publics situées dans la région des Pays de la Loire dans ses limites territoriales en vigueur au 31 décembre 2015.

Les salaires minima hiérarchiques annuels fixés sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des Ouvriers des Travaux Publics pour 2023 sont les suivantes :

Coefficient Niveau/Position	100 I-1	110 I-2	125 II-1	140 II-2	150 III-1	165 III-2	180 IV
Salaires minima hiérarchiques année 2023 Base 35 heures	22 053	22 237	23 189	25 610	27 454	29 742	32 437

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) en vigueur.

Article 2

En application de l'article L.3221-2 du Code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 3

Le présent accord sera déposé, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la Direction Générale du Travail - dépôt des accords collectifs - 39/43 quai André Citroën 75902 PARIS Cedex 15, conformément à l'article D.2231-2 du Code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Article 4

Les parties au présent accord rappellent qu'il a pour objet de fixer les barèmes des salaires minima hiérarchiques applicables à l'ensemble des salariés Ouvriers des entreprises de Travaux Publics couverts par son champ d'application. Compte tenu du caractère intrinsèquement général des salaires minima hiérarchiques, cet accord ne nécessite pas d'adaptation pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L.2261-15 et suivants du Code du travail.

Article 6

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L.2261-3 du Code du travail.

Fait à Nantes, le 08 décembre 2022
En 20 exemplaires

Pour la F RTP
Abdenour DJADOUR

Pour la CNATP

Marcus Alain

Pour FO

Boutal

Pour la CFTC

Pour la CFDT

Yvonne
Ducamps

Pour la CGT

Entre :

La Fédération Régionale des Travaux Publics des Pays de la Loire,
La Chambre Nationale de l'Artisanat des Travaux Publics (CNATP),
d'une part

Et :

- la CFTC,
- la CFE CGC BTP,
- la CFDT,
- la CGT,
- FO, d'autre part

**Accord collectif du 08 décembre 2022
portant fixation du barème des
salaires minima hiérarchiques
des ETAM
des Travaux Publics pour 2023
applicables en Pays de la Loire.**

Dans le cadre de la délégation prévue par l'article 3.2 de l'accord du 23 mai 2018 relatif à la mise en place de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) dans les Travaux Publics, il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Cet accord est applicable aux ETAM des entreprises de Travaux Publics situées dans la région Pays de la Loire dans ses limites territoriales en vigueur au 31 décembre 2015.

Les salaires minima hiérarchiques annuels fixés sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ETAM des Travaux Publics pour 2023 sont les suivants :

NIVEAU	A	B	C	D	E	F	G	H
Salaires minima hiérarchiques année 2023 Base 35 heures	22 051	22 864	24 539	27 178	29 775	33 026	36 934	39 739

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) en vigueur.

Article 2

Les salaires minima hiérarchiques annuels applicables aux ETAM bénéficiant d'une convention de forfait en jours sur l'année, pour 2023 sont les suivants :

Niveau F : 37 980 € - Niveau G : 42 474 € - Niveau H : 45 700 €

Article 3

En application de l'article L.3221-2 du Code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 4

Le présent accord sera déposé, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la **Direction Générale du Travail, dépôt des accords collectifs, 39/43 quai André Citroën 75 902 PARIS Cedex 15**, conformément à l'article D.2231-2 du Code du Travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Article 5

Les parties au présent accord rappellent qu'il a pour objet de fixer les barèmes des salaires minima hiérarchiques applicables à l'ensemble des salariés ETAM des entreprises de Travaux Publics couverts par son champ d'application Compte tenu du caractère intrinsèquement général des salaires minima hiérarchiques, cet accord ne nécessite pas d'adaptation pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L.2261-15 et suivants du Code du Travail.

Article 7

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L.2261-3 du Code du Travail.

Fait à Nantes, le 08 décembre 2022
En 20 exemplaires

Pour la FRTPL
Abdenour DJADOUR

Pour la CNATP

Moreau Alain

Pour FO

Boutin

Pour la CGT

Pour la CFDT

Alain Duhamel

Pour la CFE CGC BTP

Jean-Charles Charrier

Pour la CFTC

**Accord collectif du 08 décembre 2022
portant fixation des indemnités de
petits déplacements
des Travaux Publics pour 2023
applicables en Pays de la Loire**

Entre :

La Fédération Régionale des Travaux Publics des Pays de la Loire (FRTP),
La Chambre Nationale de l'Artisanat des Travaux Publics (CNATP),
d'une part

Et :

- la CFTC,
- la CFE CGC BTP,
- la CFDT,
- la CGT,
- FO, d'autre part

Dans le cadre de la délégation prévue par l'article 3.2 de l'accord du 23 mai 2018 relatif à la mise en place de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) dans les Travaux Publics, il a été convenu ce qui suit :

Article 1

En application du Chapitre VIII-1 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers des Travaux Publics du 15 décembre 1992, étendue par arrêté ministériel du 27 mai 1993 (J.O du 29 mai 1993), les montants des indemnités de petits déplacements applicables aux Ouvriers des Travaux Publics de la région Pays de la Loire, dans ses limites territoriales en vigueur au 31 décembre 2015, sont fixés à partir du 1^{er} janvier 2023 comme suit :

En €

Indemnité de repas :	14.00€	
	Trajet	Transport
Zone 1 (0/10 km)	1.74	3.13
Zone 2 (10/20 km)	3.26	6.99
Zone 3 (20/30 km)	4.84	11.70
Zone 4 (30/40 km)	6.45	16.05
Zone 5 (40/50 km)	8.01	20.53

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités de grands déplacements prévues au Chapitre VIII-2 de la convention collective nationale des Ouvriers des Travaux Publics du 15 décembre 1992.

Article 2

En application de l'article 7.1.9 de la Convention Collective Nationale des Etam des Travaux Publics du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 15 juin 2007 (J.O du 28 juin 2007), les valeurs des indemnités de repas et de transport ci-dessus s'appliquent également aux Etam non sédentaires.

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités et /ou remboursements de frais de déplacements prévus au chapitre VII-2 de la Convention Collective Nationale des Etam des Travaux Publics du 12 juillet 2006.

Article 3

Le présent accord sera déposé, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la Direction Générale du Travail - dépôt des accords collectifs - 39/43 quai André Citroën 75902 PARIS Cedex 15, conformément à l'article D.2231-2 du Code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Article 4

Les parties au présent accord rappellent qu'il a pour objet de fixer les barèmes des indemnités de petits déplacements applicables à l'ensemble des salariés Ouvriers des entreprises de Travaux Publics couverts par son champ d'application Compte tenu du caractère intrinsèquement général des indemnités de petits déplacements, cet accord ne nécessite pas d'adaptation pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L.2261-15 et suivants du Code du travail.

Article 6

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L.2261-3 du Code du travail.

Fait à Nantes, le 08 décembre 2022
En 20 exemplaires

Pour la FRTP
Abdenour DJADOUR

Pour la CNATP

Morreau Alain

Pour FO

Boutal

Pour la CGT

Pour la CFDT

Madame Darnaud

Pour la CFE CGC BTP

Jean-Claude Chauvin

Pour la CFTC

Abdenour